

Chantal Baley, secrétaire romande de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES), donne l'avis de l'industrie helvétique sur la fiscalité et la politique sociale

Autor(en): **Psachin, Olivia / Baley, Chantal**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1999)**

Heft 125

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-847588>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Chantal Baley, secrétaire romande de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES), donne l'avis de l'industrie helvétique sur la fiscalité et la politique sociale.

Propos recueillis par Olivia Psachin

Le Messenger Suisse : Quel est le but de votre activité ?

Chantal Baley : Nous avons un rôle d'information et de défense des intérêts de l'industrie, dans un système de démocratie directe où la population a besoin de beaucoup d'information pour se prononcer. Notre public-cible est les décideurs politiques.

MS : Quels sont vos principaux sujets d'informations actuels ?

CB : Les accords bilatéraux sont le thème majeur. Nous considérons qu'ils sont une bonne chose. L'énergie fait également l'objet d'une campagne d'information. Le marché de l'électricité doit être libéralisé pour permettre une baisse des prix. Or, en contradiction avec cette ouverture, le Parlement vient de décider d'introduire des taxes.

MS : Traitez-vous de la politique sociale ?

CB : C'est un gros sujet comportant différents dossiers. La situation de nos assurances sociales est préoccupante à cause de l'inversion de la pyramide des âges. Il faut fixer de nouvelles priorités pour maintenir les prestations sociales.

MS : La onzième révision de l'AVS s'annonce, quelle est la position de la SDES ?

CB : Certains proposent d'adopter le système français de sécurité sociale, c'est-à-dire l'abandon du système du deuxième pilier au profit d'un transfert intégral sur le premier pilier. Nous préférons conserver le système actuel conjuguant répartition et capitalisation, qui permet de conserver un bon équilibre.


Notre système est peu sensible aux fluctuations conjoncturelles et démographiques. Il faut néanmoins garantir le financement du premier pilier. Certains proposent un changement de l'âge de la retraite ou une flexibilisation. Notre premier souci est la garantie du financement de l'AVS, mais il est probable que l'âge de la retraite devra être, à terme, élevé à 65 ans pour tous, avec la possibilité de partir plus tôt. Pour financer cet AVS, nous devons éviter d'alourdir la charge salariale, un relèvement du taux de TVA est donc inévitable. Le coût de la santé est également un grand sujet. Nous sommes opposés à une harmonisation, au niveau suisse, des allocations familiales. Chaque canton a son système fiscal, son système d'aide à la famille, les allocations sont fixées en tenant compte de ces éléments. La gauche propose de créer une assurance sociale en fonction du revenu. Nous considérons qu'une telle mesure équivaldrait à financer l'assurance sociale par l'impôt, conduisant à une déresponsabilisation totale. La solidarité est nécessaire, elle est actuellement garantie par l'octroi de subvention. Dans le canton de Vaud, près de 80 000 personnes ont une assurance sociale subventionnée.

MS : La place financière suisse est régulièrement attaquée, quelle est la position de la SDES sur le sujet ?

CB : Notre place financière est très importante avec des banques de très bon niveau pour un petit pays. Le secret bancaire est régulièrement attaqué, mais ceci est typique de la guerre économique. La Suisse a des règles strictes pour lutter contre le

blanchiment d'argent. Mais la Suisse refuse, en revanche, de considérer que d'échapper à un fisc confiscatoire est un délit. Le secret bancaire choque certains ; moi, je suis choquée par le fait que l'on puisse rouler à 250 km/h sur une autoroute. C'est en fait un problème culturel. Mais rappelons que la Suisse est une démocratie directe dans laquelle les citoyens votent leurs impôts.

MS : L'Union européenne veut tenter une réforme de sa fiscalité, quelle est la position de la SDES face aux pressions exercées sur la Suisse ?

CB : Le Luxembourg et le Royaume-Uni ne sont guère favorables à l'harmonisation fiscale. Je veux souligner que nous avons l'impôt anticipé le plus élevé d'Europe avec 35 %. L'Europe devrait appliquer notre système, très simple à mettre en place et très efficace. Notre taux incite à la déclaration du revenu sur le capital. Nous sommes également assaillis sur l'imposition du gain en capital. Certes les fondations privées et les fonds de pension sont exonérés, mais pas les professionnels. La mise en place d'un impôt sur ces gains serait difficile à mettre en place et de peu de rapport. Notre impôt sur la fortune représente 4 % de la masse fiscale alors qu'en France son rapport atteint 0,4 %. Nous n'avons pas de raison d'alourdir ou de changer notre fiscalité. 

SITES INTERNET

www.sdes.ch

www.politique.ch

(pour suivre l'actualité politique suisse)